

Merci à tous d'être venus massivement aujourd'hui. Aujourd'hui tout le monde est attaqué par le gouvernement : la santé, l'éducation, les étudiants, les banques, les cheminots et même les retraités. C'est ensemble que nous devons réagir, car notre union fera notre force.

Je prends la parole au nom de FO Cheminots. La réforme ferroviaire du gouvernement prévoit :

- La transformation des 3 EPIC en Sociétés Anonymes** : Même la vague promesse selon laquelle les parts de l'Etat seraient incessibles est déjà aux oubliettes, puisque cet amendement a été rejeté par les quelques députés qui ont daigné se déplacer à l'Assemblée nationale lundi 9 avril dernier.
- Cela signifierait que la SNCF deviendrait une entreprise ouverte aux capitaux privés, donc la fin du service public. Les futurs actionnaires chercheraient la rentabilité au détriment de la qualité et surtout de la sécurité dus aux usagers.
- **Le STATUT** : Le statut c'est quoi ? Le statut c'est essentiellement ce qui permet actuellement à un cheminot d'avoir la liberté de s'opposer à une consigne qui va à l'encontre de la sécurité des circulations. Le gouvernement veut que les nouveaux embauchés le soient HORS STATUT. Ceux qui en bénéficient aujourd'hui ne le garderaient que 15 mois en cas de transfert à la concurrence, ensuite ce serait la Convention Collective Nationale du Ferroviaire (CCNF) qui s'appliquerait. Autrement dit ce serait « tu fais ce que l'on te dit malgré le risque "calculé" ou tu es viré ». Au revoir la sécurité pour les usagers ...
  - **Une réforme pour permettre l'ouverture à la concurrence** : Clairement cette réforme n'a pas pour but de résorber la dette mais bien de faciliter l'ouverture à la concurrence. Aujourd'hui notre entreprise compte plus de 50% de cadre, pourtant toute la réforme vise majoritairement la base active que sont les conducteurs, contrôleurs, aiguilleurs, chefs de service, et les agents de maintenances des technicentres. Actuellement on met la pression sur les agents du technicentre de Saintes par la menace : soit ils se "dépêchent" de prendre leur décision pour leur reclassement, soit en janvier 2019 se sera la porte.
  - **Une ouverture à la concurrence** : La SNCF et l'Etat servent à la concurrence (Vinci, transDev, etc) sur un plateau d'argent le service public et tous ses agents avec leur savoir-faire. Objectif : Rentabilité extrême. Que va apporter la concurrence aux usagers ? Le gouvernement nous répond : le prix. C'est faux : on constate une augmentation de 25% en moyenne sur le prix du billet pour tous les pays qui ont ouvert leur chemin de fer à la concurrence. En Angleterre l'abonnement est à 6000€ par an pour un trajet en semaine de 60Km. Autre

avantage d'après le gouvernement : la ponctualité. Encore faux : actuellement le principal facteur de retard vient de problèmes liés soit au réseau soit au matériel roulant (qui restera commun à toutes les compagnies). En revanche il n'y aurait plus de correspondance entre 2 compagnies différentes. Si vous loupez votre train SNCF vous ne pourrez pas monter dans le train suivant si c'est celui d'une autre compagnie.

- **Le réseau** : 9000 km de ligne sont voués à la fermeture selon les critères Spinetta. L'Etat veut transférer leur financement aux régions, mais comment les conseils régionaux pourront-ils financer l'entretien de ces lignes alors que leurs subventions baissent d'année en année ? Ce serait la fin d'une ligne comme Saintes-Niort, qui est déjà en très mauvais état suite à la mauvaise gestion par la SNCF, qui confie les travaux à des entreprises privées qui viennent juste récupérer l'argent des marchés, mais qui ne font pas le travail commandé. Ou de la ligne Angoulême/Limoges qui est dans un état de vétusté très avancé selon réseau ferré de France. Il en serait de même pour toutes ces petites lignes que comporte la région Nouvelle-Aquitaine. Au moment du financement pensez-vous que M. Rousset va privilégier les lignes des nouveaux départements raccordés à sa nouvelle région ou va-t-il privilégier sa métropole bordelaise ?

Pour toutes ces raisons, à FO Cheminots nous revendiquons :

Le retour à une Société Nationale des Chemins de Fer Français une et indivisible,

Le retour au monopole public d'Etat,

Le désendettement total du système ferroviaire,

Le statut pour tout le personnel SNCF.

L'Union locale Force Ouvrière apporte son soutien total aux cheminots en grève. Nos revendications en tant que cheminots sont celles de l'ensemble du secteur public. En défendant notre statut, nous défendons le service public. C'est aussi le service public que défendent les étudiants et les personnels mobilisés pour le retrait de la réforme de l'orientation post-bac, de la réforme du baccalauréat et du lycée. C'est le service public que défendent les hospitaliers des urgences de Rochefort en grève depuis plusieurs semaines. C'est le service public que défendent les personnels de la Communauté d'Agglomération de Saintes en grève depuis plusieurs mois. Dans les différents secteurs, les travailleurs s'organisent contre la politique ultralibérale menée par le gouvernement qui vise à détruire les avancées sociales conquises depuis plus de cinquante ans et à précariser toujours davantage les salariés : personnels des EHPAD, de l'Action Sociale, de Pôle Emploi, retraités, salariés de Carrefour...

La liste des mobilisations est longue, et les revendications sont claires :

- l'augmentation générale des salaires et des retraites, et l'abrogation de la CSG,

- le retrait de la loi ferroviaire,
- le maintien des services publics et des statuts,
- la défense de la Sécurité sociale fondée sur le salaire différé et la répartition,
- l'abrogation de la loi O.R.E. relative à l'orientation et la réussite des étudiants, des réformes du baccalauréat et de la formation professionnelle,
- la défense de l'hôpital public et la création des emplois nécessaires,
- l'abrogation de la loi travail et des ordonnances Macron.

Face au mépris et à la violence avec lesquels les gouvernements successifs ont traité les salariés, face à la volonté de dresser les catégories sociales les unes contre les autres, c'est en nous organisant ensemble que nous obtiendrons satisfaction de nos revendications, par la grève générale et interprofessionnelle et le blocage du pays.

Ensemble nous pouvons gagner ! Ensemble nous devons gagner ! Nous avons ce devoir de ne rien lâcher de ce que les anciens nous ont laissé au prix de sacrifices incroyables. Les cheminots comptent sur vous, vous pouvez compter sur les cheminots. C'est bien nos acquis à tous, public comme privé, qui sont en jeu dans ce combat. Jouons la carte du rassemblement et non de la division !